http://levenissian.fr/Le-peuple-doit-avoir-le-dernier

Réforme des collectivités territoriales

Le peuple doit avoir le dernier mot !

- Vie politique -

Date de mise en ligne : mardi 19 janvier 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Sarkozy et son gouvernement veulent imposer au pas de charge la réforme des collectivités territoriales . Ils prétendent s'attaquer au mille-feuille des collectivités, jugé trop compliqué et trop coûteux, pour soi-disant le simplifier, réduire le nombre d'élus et le moderniser ! Ils n'ont jamais proposé de réduire le maquis opaque des circuits financiers et bancaires qui ont coûté des milliards en 2008 pour rapporter des dividendes toujours plus élevés aux actionnaires !

L'essentiel du projet gouvernemental

Dans le collimateur du gouvernement, les communes et les départements !
Les communes seraient mises sous la tutelle de grandes métropoles pour mieux disparaître à terme. Elles perdent de nombreuses compétences, ne touchent plus d'impôts mais seulement des subventions décidées par l'agglomération. Le maire devient un maire d'arrondissement

Les départements se fondraient dans des « mégarégions » et leur action se trouveraient fortement réduite puisqu'ils perdraient « la clause de compétence générale » qui permet à une collectivité d'agir dans tous les domaines de la vie sur son territoire.

Au passage, la modification du mode de scrutin vise à assurer au parti du Président une confortable majorité pour l'élection des conseillers territoriaux, qui remplaceraient les conseillers généraux et régionaux.

Tout cela devrait être réalisé avant 2014 et les préfets, devenus en quelque sorte « grands patrons » de ce coup d'état antirépublicain pourront imposer l'intégration dans les métropoles aux communes qui le refuseraient.

Les objectifs du gouvernement

Le tryptique républicain **-Nation, Département, Commune-** est né de la Révolution de 1789 et repose sur la nation comme espace de souveraineté populaire, les départements affirmant l'unicité d'une république indivisible et égale dans les territoires, les communes organisant la vie politique dans la proximité quotidienne.

Le gouvernement veut lui substituer le tryptique **-Union Européenne, Region, Métropole-** institutions liées aux besoins des décideurs économiques.
Il s'agit d'accélérer ainsi la mise en concurrence des habitants, des salariés, des territoires.

L'affaiblissement voire la disparition des communes et départements entraînera la disparition de nombreux services publics qui pour les plus rentables seront livrés au privé. Une affaire juteuse pour le patronat mais une catastrophe pour les habitants qui seront alors servis selon leurs moyens. Ce gouvernement reste fidèle à **sa devise : bon pour les riches, dur pour les pauvres !**

La suppression de la taxe professionnelle, beau cadeau au MEDEF, prive les collectivités locales d'une ressource

Copyright © Le Vénissian

importante .

Enfin, en éloignant les lieux de décisions des citoyens, Nicolas Sarkozy s'attaque à la démocratie et à la citoyenneté.

Il veut remplacer des élus locaux par des technocrates inaccessibles, comme ceux de la commission européenne ou ces patrons de grands groupes qui décident de notre vie dans les entreprises mais dont on ne connaît même pas le nom !

Des conséquences dramatiques pour les habitants

Au travers du dépeçage des communes et des départements, ce sont les services rendus aux habitants qui sont menacés.

Ainsi à Vénissieux, c'est plus d'1/3 des agents qui seraient transférés à la métropole ainsi que les services correspondant (sports, culture, loisirs, urbanisme...).

Qui peut s'imaginer que la métropole, largement dominée par Lyon, poursuivra les efforts nécessaires à la vie des équipements qui structurent notre ville ?
Quel décideur lyonnais gardera un théâtre à Vénissieux, un cinéma public, les fêtes Escales... ?

Ce sont des gymnases, des stades, des bibliothèques, des équipements culturels, des centre de loisirs pour les enfants qui seraient alors fermés tandis que le nombre de femmes de service dans les écoles, les cantines...seraient réduits, l'objectif de cette réforme étant clairement de faire des économies sur le dos de la population.

Et comment peser sur des décideurs éloignés, réfugiés derrière des arguties technocratiques ?

En 2005, nous avons déjà dit NON !

En 2005, la mobilisation des citoyens a permis d'obtenir le référendum sur le Traité Constitutionnel européen.

Au référendum, le Non l'a emporté clairement, témoignant de l'attachement des français au socle républicain et à la souveraineté nationale.

Depuis, les gouvernements n'ont de cesse de ramener par la fenêtre ce que les peuples ont sorti par la porte.

Cette réforme s'inscrit dans la volonté d'en finir avec le cadre républicain pour lui substituer le cadre marchand de la construction européenne.
Elle témoigne aussi du caractère dangereux et autoritaire de ce gouvernement qui veut à tous prix museler le pays.

Le peuple doit avoir le dernier mot

Copyright © Le Vénissian

Ensemble, nous pouvons contraindre le gouvernement à reculer.

A Vénissieux, habitants et élus ont mené depuis de nombreuses années une bataille pour une ville à part entière, pour une vie digne pour les habitants, pour des outils de citoyenneté.

Il est hors de question que nous laissions balayer ces acquis.

Dans tout le pays, la résistance s'organise contre cette réforme, pour contraindre Nicolas Sarkozy à reculer et dans tous les cas à donner le dernier mot au peuple, par un référendum.

Vous voulez vous informer, agir

Le débat démarre ce mardi 19 janvier au sénat. C'est pourquoi les élus communistes et républicains ont appelé à un rassemblement ce jour devant le sénat et à des mobilisations dans tout le pays.

Pour vous informer, vous faire votre opinion et agir, les communistes de Vénissieux vous proposent plusieurs initiatives-débats avec des militants politiques, syndicaux, associatifs, des élus :
[-] 21 janvier à 18h30 Foyer Vaillant-Couturier Rue Vaillant-Couturier
[-] 29 janvier à 18 Foyer Max Barel Rue Max Barel
[-] 5 février à 18h Restaurant scolaire Ecole Jean Moulin
[-] jeudi 11 février à 12h Salle Georges Roudil Hôtel de Ville

Copyright © Le Vénissian